

Date de visite: 05 Octobre 2022

Rapport effectué le : 10 Novembre 2022

En présence de : Sans objet

SEQ-SD22-01PB  
Université PARIS 8  
Passerelle Av. Stalingrad  
2, Rue de la Liberté  
93200 SAINT-DENIS CEDEX

## REPERAGES PLOMB AVANT TRAVAUX

Passerelle  
Avenue Stalingrad

Université PARIS 8  
2, Rue de la Liberté  
93200 Saint Denis  
Cedex



Le constat des risques d'exposition au plomb n'a pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

### Donneur d'ordres

Université PARIS 8  
Direction du patrimoine  
Service Technique Immobilier  
2, Rue de la Liberté  
93526 SAINT DENIS Cedex

### Représenté par

M. David MASSEBEUF – Responsable du pôle projets immobiliers

### Opérateur de repérage

Nom et prénom de l'auteur du constat : M. THUILLIER Alexis  
Organisme d'assurance professionnelle : ALLIANZ EUROCOURTAGE  
N° de certificat de certification : ODI/PB/3003258  
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC : AFNOR

### L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil : HEURESIS  
N° de série de l'appareil : PB200i - n°8267  
Date du dernier chargement de la source : 05/07/2022  
Date limite de validité de la source : 05/07/2024

Rédacteur et responsable de mission: M. Alexis THUILLIER



SE QUALICONTROLE  
24, Rue Garnier PAGES  
94100 SAINT MAUR DES FOSSES



## SOMMAIRE

1. Périmètre de repérage
2. Rappel des références réglementaires
3. Réalisation du diagnostic
  - Information sur le périmètre de repérage
  - Le bien de la mission
  - Locaux non visités
  - Choix des points de mesures
  - L'appareil à fluorescence X
4. Résultats de mesure de repérage
5. Localisation
6. Cartographies de repérages
7. Informations d'ordre général
8. Attestation de compétences
9. Attestation d'assurance
10. Attestation de validité de la source

Ce rapport ne peut être utilisé que dans son intégralité et avec ses couleurs d'origines.

## 1 - PERIMETRE DE REPERAGE

La [société QUALICONTROLE](#) a été sollicitée afin d'effectuer un constat de risque d'exposition au plomb avant travaux ultérieurs [de rénovation sur la passerelle de l'avenue Stalingrad](#).

Ces investigations ont pour objet l'identification des matériaux et produits susceptibles de libérer des poussières de plomb lors des travaux de réhabilitation.

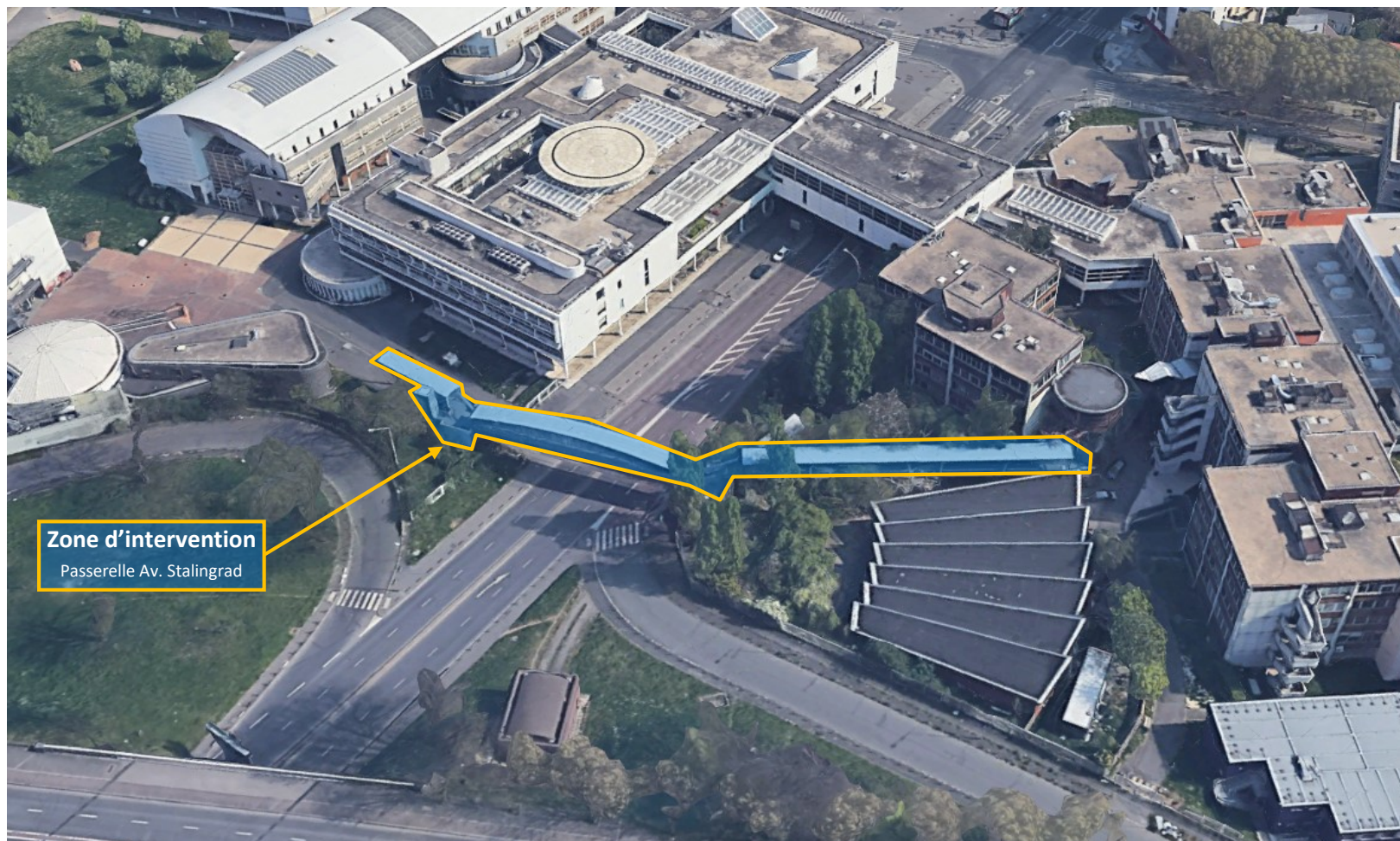
Le présent document est destiné aux entreprises appelées à faire les travaux afin qu'elles puissent procéder à l'évaluation des risques conformément au code du travail.

Université PARIS 8  
2, Rue de la Liberté  
93526 SAINT DENIS CEDEX





FAC de Saint Denis – Passerelle de l'avenue Stalingrad



## 2 - RAPPEL DES RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

### Textes réglementaires et normatifs

- Code du travail : Principes généraux de prévention, Prévention du risque chimique et CMR
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures
- **Norme NF X 46 035 de Juin 2021 relative au repérage plomb avant travaux.**

### Pour rappel

A ce jour, deux types de diagnostics sont utilisés et réglementés par le code de santé publique : le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) et le Diagnostic de Risque d'Intoxication par le Plomb des peintures (DRIPP). Ceux-ci ne concernent que les bâtiments construits avant 1949 et le risque d'accessibilité au plomb par les enfants.

Dans le cadre d'un projet de rénovation/réhabilitation ou de démolition, ces diagnostics ne sont pas adaptés pour évaluer le risque d'exposition des travailleurs opérant sur chantier.

L'objectif de la mission étant de mettre en évidence les surfaces contenant du plomb, le présent diagnostic permettra :


- à la maîtrise d'ouvrage (donneur d'ordre) et la maîtrise d'œuvre de préparer le chantier de rénovation/réhabilitation ou démolition en tenant compte des éventuelles contraintes imposées par la présence de surfaces plombifères et/ou de matériaux contenant du plomb.
  - d'informer au mieux les entreprises intervenantes (employeurs) afin qu'elles adaptent les modes opératoires, la protection et le suivi médical des salariés.
  - aux coordonnateurs SPS de veiller à la prise en compte, par tous les acteurs, des résultats du diagnostic plomb pendant toutes les phases du projet, de la conception à l'exécution des travaux.
- Le repérage portera sur l'ensemble des revêtements susceptibles de contenir du plomb, impactés par les travaux.

### 3 - RÉALISATION DU DIAGNOSTIC

#### Information sur le périmètre de repérage

Aucune stratégie de mesure spécifique n'a été appliquée pour le repérage puisque l'ensemble des éléments sont concernés par les travaux de réhabilitation.

#### Le bien objet de la mission

Adresse du bien	2, Rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX
Description de l'ensemble immobilier concerné par le repérage	Etablissement d'enseignement – ERP de type R
Année de construction	-
Nom et coordonnées du donneur d'ordre	Université PARIS 8 Direction du patrimoine Service Technique Immobilier 2, Rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS Cedex  <u>Représenté par</u> M. David MASSEBEUF Responsable du pôle projets immobiliers
L'occupant est	Néant
Date(s) de la visite faisant l'objet du repérage	05 Octobre 2022
Croquis du bien immobilier objet de la mission	Voir paragraphe « PERIMETRE DE REPERAGE »

### Choix des points de mesures

Dans tous les cas, les mesures ont été réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb était la plus forte.

Contrairement au CREP, le nombre de mesures réalisées est fonction du type d'unité de diagnostic (UD) et des travaux à effectuer.

En effet, les limites prévues par la réglementation du CREP ne sont pas forcément adaptées à la présente situation de travaux. (Nombre de mesures limité à 3, hauteur de la prise des mesures limitée à 3 mètres).

L'objectif n'est pas de repérer des zones potentiellement accessibles par les enfants, ni même de vérifier la conformité à une valeur-seuil.

Par conséquent, le diagnostiqueur a déterminé le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'UD et de la nature des travaux.

Lorsque plusieurs mesures sont réalisées sur une même UD, elles ont été prises à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs. (partie haute et basse d'un mur, ....).

### Résultats et préconisations du diagnostiqueur

Les résultats sont consignés dans un tableau et exprimés en mg/cm<sup>2</sup> pour la fluorescence X.

Le diagnostiqueur n'a pas à se prononcer sur le niveau de risque que présentent les valeurs mesurées ou les constats visuels effectués. Cependant, une notice d'information (cf. annexe) vise à informer le client du risque que présente le plomb et des mesures de prévention à mettre en œuvre le cas échéant.

Le diagnostic plomb avant démolition vise à repérer des unités de diagnostic qui présentent un danger (présence de plomb). Il doit permettre aux donneurs d'ordre et aux entreprises intervenantes d'évaluer les risques professionnels qui dépendent de la combinaison de 2 facteurs : le danger et le mode opératoire

Il n'est donc pas prévu que le diagnostiqueur s'appuie sur une valeur-seuil pour conclure sur le niveau de risques que présentent les revêtements ou les matériaux identifiés comme contenant du plomb.

Pour évaluer le niveau de risque que présentent les surfaces plombifères identifiées par le diagnostiqueur, le donneur d'ordre doit rapprocher les valeurs obtenues aux situations de travail préalablement définies (ponçage de peinture, retrait,...)

Les valeurs mesurées renseignent aussi sur la nature des composés. Dans la pratique les valeurs élevées, mettent en évidence la présence de céruse ou de minium de plomb. Les valeurs faibles < 1mg/cm<sup>2</sup> peuvent révéler la présence de siccatif de plomb (colle papier peint, peinture) ou d'impuretés dans les matériaux (support métallique, parpaing,...).

L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil : HEURISIS			
Modèle de l'appareil : PB200i			
N° de série de l'appareil : n°8267			
Nature du radionucléide : Cobalt 57			
Date du dernier chargement de la source : 05/07/2022			
Activité à cette date : 185 MBq			
Date limite de validité de la source : 05/07/2024			
Autorisation ASN (DGSNR)	N° : T770399		Date d'autorisation : 30 Novembre 2018
	Date de fin de validité de l'autorisation : 30 Novembre 2022		
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR) : Baptiste ALBERIO			
Non de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) : Baptiste ALBERIO			
Fabricant de l'étalon : HEURISIS		N° NIST de l'étalon :	SRM 2574
Concentration : 1.10 mg/cm <sup>2</sup>		Incertitude :	+/- 0.09 mg/cm <sup>2</sup>
Vérification de la justesse de l'appareil en début de CREP	date : 02 Novembre 2022	N° de la mesure :	1
		Concentration :	1.1 mg/cm <sup>2</sup>
Vérification de la justesse de l'appareil en fin de CREP	date : 02 Novembre 2022	N° de la mesure :	40
		Concentration :	1.1 mg/cm <sup>2</sup>
Vérification de la justesse de l'appareil si une remise sous tension à lieu	date : 02 Novembre 2022	N° de la mesure :	SO
		Concentration :	SO

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat ainsi qu'à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.



## 4 - RESULTATS DES MESURES DE REPERAGE

Passerelle Av. Stalingrad – Université PARIS 8 SAINT DENIS				
Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Passerelle	Structures béton	Béton	Peinture	0.1
				0.3
				0.1
				0.2
				0.1
				0.1
				0.2
				0.3
				0.2
				0.2
				0.1
				0.1
				0.2
	Structures métallique	Métal	Peinture	0.1
				0.1
				0.1
				0.2
				0.1
				0.2
				0.2
				0.1
				0.2
				0.2
	Mains courante escaliers	Métal	Peinture	0.2
				0.2
				0.1
				0.2
				0.1
				0.1
	Gardes corps	Métal	Peinture	0.2
				0.2
				0.2
				0.1
				0.2
				0.1
				0.1
				0.2
				0.1



Fait à YERRES, le 10 Novembre 2022

Par : Sarl QUALICONTROLE

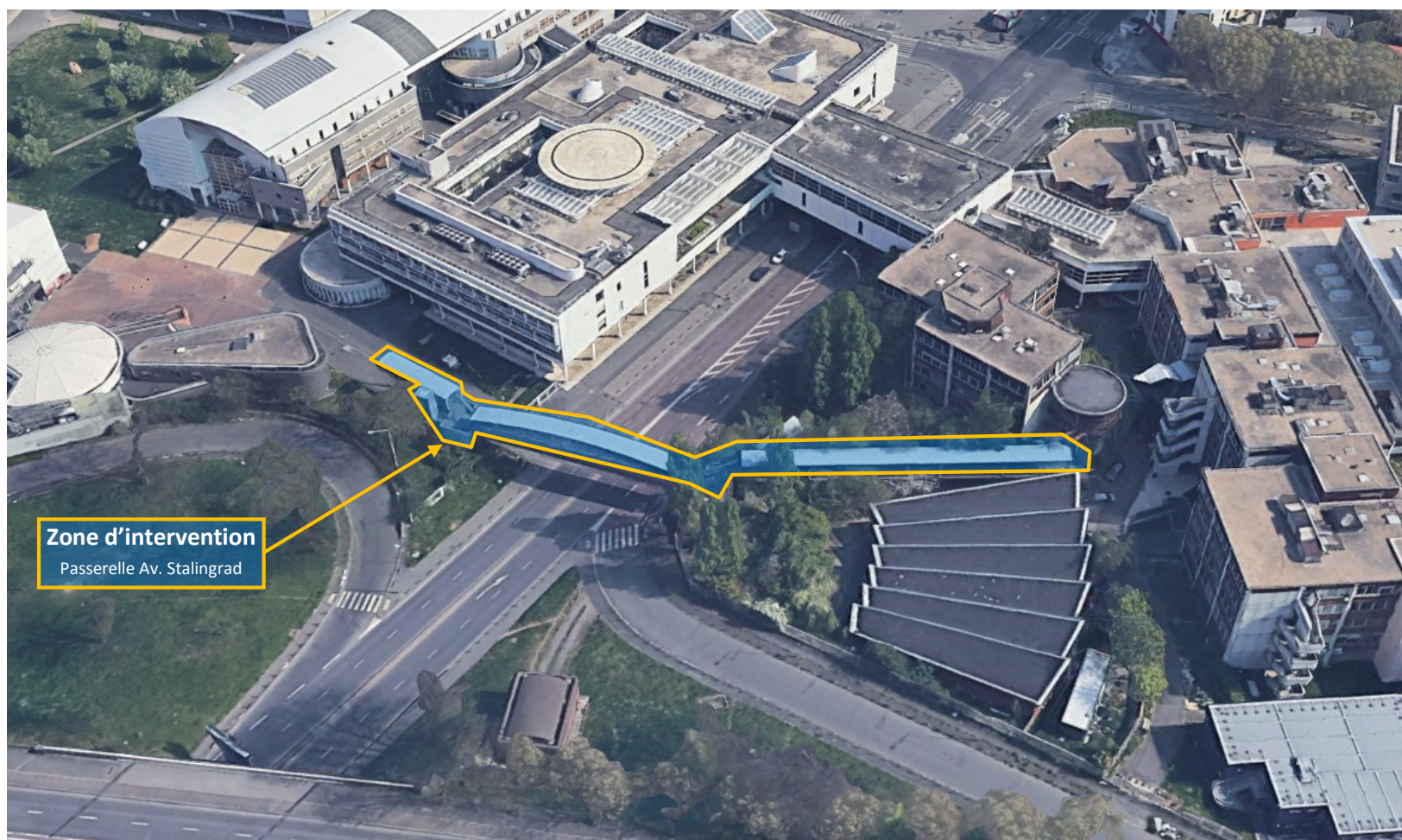
Nom de l'opérateur : M. Alexis THUILLIER

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Alexis Thuillier', written over a faint horizontal line.

La société QUALICONTROLE atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.

## 6 – CARTOGRAPHIES DE REPERAGE

FAC de Saint Denis – Passerelle de l'avenue Stalingrad





## 7 - INFORMATION SUR LES PRINCIPALES REGLEMENTATIONS ET RECOMMANDATIONS EN MATIERE D'EXPOSITION AU PLOMB

### Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Article L.1333-4 concernant la distribution, la détention et l'utilisation des appareils à fluorescence X équipés d'une source radioactive.
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'Article L.1334-2 du code de la santé publique ;
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.

### Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

### Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

### Ressources documentaires

#### Documents techniques :

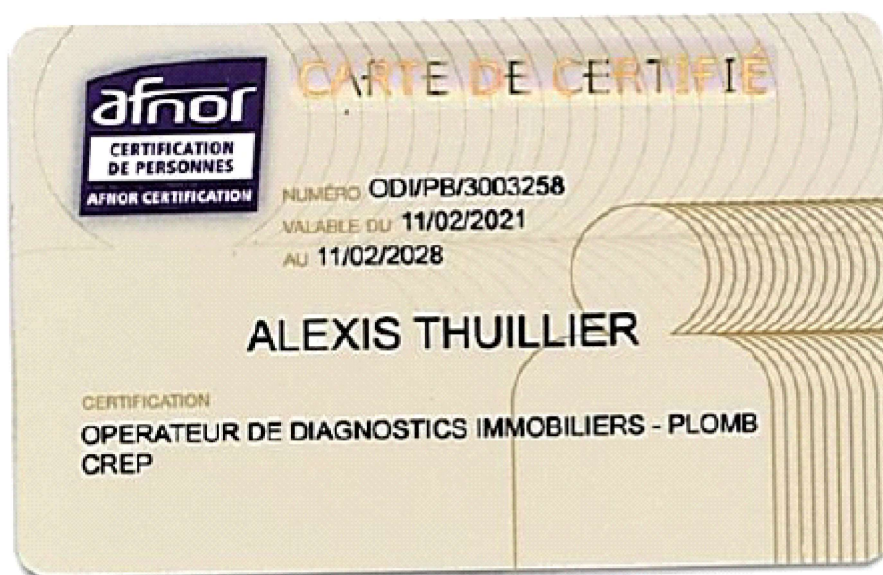
- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Édition OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 809 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

#### Sites Internet :

- Ministère chargé de la santé (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- Ministère chargé du logement : <http://www.logement.gouv.fr>
- Agence nationale de l'habitat (ANAH) : <http://www.anah.fr/> (fiche Peintures au plomb disponible, notamment)
- Institut national de recherche et de sécurité (INRS) : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

## 7 - ATTESTATIONS DE COMPÉTENCES

*Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **AFNOR CERTIFICATION** – 11, Rue Francis de Pressencé 93571 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX FRANCE*



## 8 - ATTESTATION D'ASSURANCE



### ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société S.E.QUALICONTROLE  
24 RUE GARNIER PAGES  
94100 ST MAUR DES FOSSES  
Siret n°798 453 114 00018

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N°86517808/ 80810721.

#### ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante  
Diagnostic amiante avant travaux / démolition sans préconisation de travaux  
Diagnostic amiante avant vente  
Diagnostic de performance énergétique  
Diagnostic surface habitable Loi Boutin  
Dossier technique amiante  
Etat des lieux locatifs  
Exposition au plomb (CREP)  
Loi Carrez  
Recherche de plomb avant travaux/Démolition  
Risques naturels et technologiques  
Diagnostic humidité  
Etat des installations de gaz (Dossier de diagnostic technique)

Diagnostic termites  
Etat de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTT)  
Audit énergétique réalisé dans le cadre du DPE et à l'occasion de la vente d'une maison ou d'un immeuble étiqueté F ou G, conformément à la Loi n° 2021-1104 du 22/08/2021 "Climat et Résilience"  
Diagnostic Amiante dans les Parties Privatives  
Etat des risques et pollutions  
Diagnostic Légionellose  
Diagnostic Technique Global (article L.731-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)  
Visite virtuelle 360°  
Certificat de luminosité  
Calcul de la surface du plancher  
Diagnostic de performance numérique

#### La garantie du contrat porte exclusivement :

- Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,
- Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation

Période de validité : du 01/10/2022 au 30/09/2023

#### L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuillet d'adhésion 80810721), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

Tél. : 09 72 36 90 00  
2 rue Grignan 13001 Marseille  
contact@cabinetcondorcet.com • www.cabinetcondorcet.com  
Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com - 2 Rue Grignan 13001 Marseille 09 72 36 90 00  
SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.orias.fr - Sous le contrôle de l'ACPR  
Autorité de contrôle Prudential et Résolution - 61 Rue Tailbout 75009 Paris



## 9 - ATTESTATION DE VALIDITE DE LA SOURCE



Fabrication, Distribution  
Assistance technique  
Maintenance d'équipements  
scientifiques

### Recommended usage time for Co-57 isotope source in Heuresis XRF Analysis

Traduction du document d'Heuresis corp (au dos) effectuée par Fondis Electronic  
Durée d'utilisation recommandée pour la source d'isotope Co-57 équipant l'analyseur de  
fluorescence X d'Heuresis

15 Mars 2016

Pour valoir ce que droit,

En ce qui concerne la performance de l'instrument de fluorescence X portable d'Heuresis, muni d'une source d'isotope Co-57, conçu pour les applications de détection de plomb dans la peinture, nous déclarons les éléments suivants :

En se fondant sur la demi-vie prouvée du Co-57 d'une durée de 271,8 jours et sur les caractéristiques techniques de la détection en temps réel du système, la durée d'utilisation maximale d'une source au Co-57 est déterminée par l'activité minimum restante nécessaire à une analyse d'une durée pertinente avec des rapports signal-sur-bruit statistiquement acceptables. Lorsqu'on s'approche de la fin de vie de la source, le rapport signal-sur-bruit décroît jusqu'au point d'être masqué par le bruit de fond électronique.

Pour une activité inférieure à 29 MBq, le temps d'analyse nécessaire croît jusqu'au niveau de rendre l'instrument impraticable à l'application d'analyse de plomb dans la peinture. Pour des activités très basses, d'autres sources d'erreurs diminuent aussi la précision des résultats.

**Pour un analyseur équipé d'une source au Co-57 d'activité initiale de 185 MBq, cette limite est atteinte après 24 mois.**

Cette limite est indépendante de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance d'activité de la source débute au moment de sa fabrication. Compte tenu de la décroissance de la source, la durée réelle d'analyse nécessaire à l'acquisition de données analytiques pertinentes augmente au moins de façon proportionnelle.

La durée maximum d'utilisation déclarée de 24 mois (compte tenu de l'activité initiale de 185 MBq), avant de procéder au renouvellement recommandé de la source, est fondée sur des constantes et des lois physiques. Passé cette durée, les analyseurs deviennent inopérants à leur usage. L'intervalle maximum de renouvellement des sources ne doit donc pas excéder cette durée maximale de façon à maintenir le cycle de fonctionnement correct qui respecte les performances de l'analyseur.

Pour une analyse conduite par l'analyseur de fluorescence X Heuresis Pb200i sur un échantillon contenant 1 mg/cm<sup>2</sup> de plomb, nous déclarons qu'au-delà de la durée maximale énoncée ci-dessus (i.e. 24 mois), nous ne pouvons garantir que l'analyse décrite ci-dessus puisse être conduite avec une marge d'erreur dans les limites des spécifications de notre produit.

Ken Martins,

Vice-Président, Directeur de la Sécurité et Personne Compétente en Radioprotection Heuresis corporation

#### Nom de la société : QUALICONTROLE (91)

Modèle de l'analyseur :	Pb200i
Numéro de série analyseur :	8267
Activité de la source (Mbq) :	185
Numéro de série de la source :	CO57.2863.22
Date d'origine de la source :	05/07/2022
Date de fin de validité de la source :	05/07/2024



Fondis Electronic  
26, avenue Duguay Trouin,  
entrée D - CS 60507  
78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex

Tél. : +33 (0)1 34 52 10 30  
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25  
E-mail : [info@fondiselectronic.com](mailto:info@fondiselectronic.com)  
Site : <https://www.physitek.fr>



SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles.